

**Assemblée générale**

Distr. limitée
11 novembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Troisième Commission

Points 108 et 139 de l'ordre du jour

**Lutte contre l'utilisation des technologies de l'information
et des communications à des fins criminelles**

Projet de budget-programme pour 2025

Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ;

**Renforcement de la coopération internationale pour la
lutte contre certaines infractions commises au moyen de
systèmes d'information et de communication et pour la
communication de preuves sous forme électronique
d'infractions graves**

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
figurant dans le rapport du Comité spécial chargé d'élaborer une
convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation
des technologies de l'information et des communications à des fins
criminelles sur les travaux de la reprise de sa session de clôture
([A/78/986](#)), transmis à l'Assemblée générale dans le document
[A/79/196](#)**

**État présenté par le Secrétaire général conformément à
l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

I. Mandat énoncé dans le projet de résolution

1. Aux paragraphes 2, 4, 5, 6, 8, 9, 10 et 11 du projet de résolution figurant au paragraphe 49 du rapport du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles sur les travaux de la reprise de sa session de clôture ([A/78/986](#)) et transmis à l'Assemblée générale dans le document [A/79/196](#), l'Assemblée :

- a) Adopte la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ;
Renforcement de la coopération internationale pour la lutte contre certaines



infractions commises au moyen de systèmes d'information et de communication et pour la communication de preuves sous forme électronique d'infractions graves qui figure en annexe à la présente résolution, et l'ouvre à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 31 décembre 2026 ;

b) Décide que, jusqu'à ce que la Conférence des États parties qui doit être instituée en application de la Convention en décide autrement, le compte visé à l'article 56 de la Convention sera administré par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et encourage les États Membres à commencer à verser des contributions volontaires adéquates audit compte afin de fournir aux pays en développement et aux pays en transition économique l'assistance technique dont ils pourraient avoir besoin pour se préparer à ratifier et à appliquer la Convention ;

c) Décide également que le Comité spécial poursuivra ses travaux, *mutatis mutandis*, conformément à ses résolutions 74/247 et 75/282, en vue de négocier un projet de protocole additionnel à la Convention portant, entre autres, sur des infractions pénales supplémentaires, selon qu'il conviendra, et que, pour ce faire, deux sessions de 10 jours chacune seront convoquées, dont la première se tiendra deux ans après qu'elle-même aura adopté la Convention et la deuxième au cours de l'année civile suivante, à Vienne et à New York, respectivement, afin que les résultats en soient soumis à la Conférence des États parties à la Convention pour qu'elle les examine et y donne suite, conformément au paragraphe 5, alinéa g), de l'article 57 et aux articles 61 et 62 de la Convention ;

d) Décide en outre que le Comité spécial achèvera ses travaux relatifs à la négociation de la Convention en tenant à Vienne, *mutatis mutandis*, conformément à ses résolutions 74/247 et 75/282, une session de cinq jours maximum, un an après l'adoption de la Convention, afin d'élaborer le projet de texte du règlement intérieur de la Conférence des États parties à la Convention et des autres règles visées à l'article 57 de la Convention, qui sera présenté pour examen à la Conférence à sa première session ;

e) Prie la Conférence des États parties à la Convention de se tenir au fait des évolutions technologiques intervenant dans le domaine de la cybercriminalité, de formuler des recommandations sur les mesures à prendre à cet égard, de promouvoir la tenue de réunions régionales et internationales entre référents nationaux pour la lutte contre la cybercriminalité afin qu'ils échangent les données d'expérience accumulées, les problèmes rencontrés et les bonnes pratiques appliquées, et d'assurer des synergies avec les travaux menés en la matière par d'autres organes intergouvernementaux compétents ;

f) Prie le Secrétaire général de charger l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'assurer le secrétariat de la Conférence des États parties à la Convention, sous la direction de la Conférence, conformément à l'article 58 de la Convention ;

g) Prie également le Secrétaire général de doter l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime des ressources nécessaires pour lui permettre d'œuvrer efficacement à l'entrée en vigueur rapide de la Convention et d'assurer le secrétariat de la Conférence des États parties à la Convention, ainsi que d'apporter son concours au Comité spécial pour les travaux visés aux alinéas c) et d) du paragraphe 1 ci-dessus ;

h) Prie en outre le Secrétaire général d'établir un rapport complet sur les activités menées en faveur de l'entrée en vigueur rapide de la Convention et de le lui présenter à sa quatre-vingtième session.

II. Rapport entre le mandat énoncé dans le projet de résolution et le projet de budget-programme pour 2025

2. Le mandat contenu dans le projet de résolution figurant au paragraphe 49 du document [A/78/986](#) et transmis à l'Assemblée générale dans le document [A/79/196](#) signifie que des produits et des activités devront être ajoutés aux plans-programmes suivants du projet de budget-programme pour 2025, ainsi qu'aux futurs budgets-programmes :

- a) programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) [[A/79/6 \(Sect. 2\)](#)] ;
- b) programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) [[A/79/6 \(Sect. 16\)](#)] ;
- c) programme 24 (Communication globale) [[A/79/6 \(Sect. 28\)](#)] ;
- d) programme 25 (Services de gestion et d'appui) [[A/79/6 \(Sect. 29C\)](#) et [A/79/6 \(Sect. 29F\)](#)] ;
- e) programme 28 (Sûreté et sécurité) [[A/79/6 \(Sect. 34\)](#)].

III. Produits et activités nécessaires à l'exécution du mandat énoncé dans le projet de résolution

3. Conformément au mandat énoncé à l'article 58 du projet de convention, il est proposé que le Secrétaire général ou la Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies fournisse les services de secrétariat nécessaires à la Convention, y compris en organisant des conférences connexes et en facilitant l'entrée en vigueur et l'application de celle-ci.

4. Conformément au mandat énoncé aux paragraphes 4, 9 et 10 du projet de résolution, il est proposé que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime assure le secrétariat de la Convention et œuvre à la promotion de son entrée en vigueur rapide, facilite son application, assure le service de la Conférence des États parties et aide le Comité spécial à s'acquitter des travaux visés dans les paragraphes 5 et 6 du projet. Conformément au paragraphe 11, il est proposé que le Secrétaire général établisse un rapport complet sur les activités menées en faveur de l'entrée en vigueur rapide de la Convention et de le lui présenter à sa quatre-vingtième session. Ces activités consisteraient à :

- a) Promouvoir l'entrée en vigueur rapide de la Convention, notamment en aidant les États Membres à préparer la ratification et l'application de celle-ci en s'attachant à :
 - i) Conduire les *travaux préparatoires* à la Convention, en rassemblant la documentation relative aux travaux du Comité et à l'historique du processus de négociation, et les rendre largement accessibles ;
 - ii) Promouvoir constamment et activement la ratification de la Convention par tous les États Membres, notamment en organisant des ateliers sur la ratification et des réunions avec les États Membres et leurs représentants aux niveaux régional et national ; faciliter, pour les États Membres qui en font la demande, la mise en conformité des politiques et législations nationales avec la Convention ;
 - iii) Établir un annuaire des points de contact du réseau 24/7, conformément à l'article 41, qui soit utilisable dès l'entrée en vigueur de la Convention, ainsi

qu'un registre des autorités désignées par les États parties conformément à l'article 37, un registre des autorités centrales désignées en application de l'article 40, un registre des autorités chargées de la mise au point et de l'application de mesures préventives, conformément au paragraphe 7 de l'article 53, et un répertoire des lois et règlements visés aux articles 17 et 50, et convoquer une réunion préparatoire du réseau 24/7 avant la tenue de la première Conférence des États parties ;

iv) Mettre en place des mécanismes, y compris des systèmes informatiques, qui permettent à la Conférence de s'acquitter de fonctions telles que la compilation des besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités ou l'élaboration de répertoires concernant les mesures énoncées au paragraphe 2, alinéa d), de l'article 17, au paragraphe 5 de l'article 50 et au paragraphe 7 de l'article 53, et les mesures législatives, politiques et administratives énoncées à l'article 57, et faire en sorte que ces mécanismes et fonctions soient opérationnels au moment de l'entrée en vigueur de la Convention ;

v) Élaborer régulièrement des outils et des ressources qui permettent d'aider les États Membres qui en font la demande à mettre en place des réformes législatives et politiques visant à faciliter la ratification et l'application de la Convention ;

b) Aider le Comité à rédiger le règlement intérieur de la Conférence et convoquer une réunion du Comité bien avant l'entrée en vigueur de la Convention¹, ce qui impliquerait d'organiser une session de cinq jours du Comité consacrée à l'élaboration du projet de texte du règlement intérieur et des autres règles visées à l'article 57 de la Convention et de rassembler la documentation requise à cet effet ;

c) Convoquer des réunions du Comité en vue de négocier un projet de protocole additionnel à la Convention, conformément au paragraphe 5 du projet de résolution, comme suit² :

i) Organiser deux sessions du Comité, de 10 jours chacune, consacrées à la négociation du protocole, qui se tiendront à Vienne et à New York, respectivement ;

ii) Recueillir les contributions des États Membres en veillant à ce qu'elles soient disponibles dans toutes les langues officielles de l'Organisation ;

iii) Rédiger d'autres documents de référence ;

d) Appuyer les fonctions de la Conférence, comme suit³ :

¹ Les besoins en ressources ont été déterminés selon l'hypothèse que l'Assemblée générale adopterait la Convention en décembre 2024 et que la session du Comité spécial consacrée à la négociation du règlement intérieur de la Conférence se tiendrait au début de 2026, à savoir environ un an après l'adoption.

² Les besoins en ressources ont été déterminés selon l'hypothèse que la première session de négociation du protocole additionnel se tiendrait deux ans après l'adoption de la Convention, à savoir en 2027, et que la deuxième session aurait lieu l'année suivante, en 2028.

³ Les besoins en ressources ont été déterminés selon l'hypothèse que la Convention entrerait en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, à savoir, en principe, en 2027 [voir le paragraphe 1 de l'article 65 du projet de convention (A/AC.291/L.15)]. La première session de la Conférence des États parties devrait se tenir au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention et, conformément à la pratique de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Conférence se réunirait tous les deux ans [voir le paragraphe 2 de l'article 57 du projet de convention (A/AC.291/L.15)].

- i) Organiser les sessions de la Conférence, dès l'entrée en vigueur de la Convention, y compris en rassemblant les documents nécessaires à ses réunions, et organiser les sessions des organes subsidiaires que la Conférence décide de créer ;
 - ii) Organiser les réunions de la Conférence consacrées à la négociation et à l'adoption des protocoles additionnels, conformément au paragraphe 5, alinéa g), de l'article 57 du projet de convention ;
 - iii) Tenir à jour les systèmes, registres et répertoires décrits au paragraphe 4 a) iii) et iv) ci-dessus ;
 - iv) Conformément au paragraphe 2, alinéa c), de l'article 58 du projet de convention, assurer la coordination avec d'autres organisations intergouvernementales en se tenant au fait de l'évolution de la situation dans les instances internationales et régionales pertinentes et en recueillant des informations auprès des États parties sur les mesures législatives, administratives et autres ainsi que sur les programmes, plans et pratiques qu'ils mettent en place en vue d'appliquer la Convention ;
 - v) Recueillir des informations sur les besoins des États parties en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, conformément au paragraphe 5, alinéa h), de l'article 57 du projet de convention ;
 - vi) Assurer le suivi des avancées technologiques concernant la cybercriminalité et la collecte de preuves sous forme électronique afin d'appuyer l'action des États parties, conformément au paragraphe 4 de l'article 55 ;
- e) Aider les États parties à appliquer la Convention, en menant notamment les activités ci-après :
- i) Élaborer des outils et des supports de formation à l'intention des États parties qui en font la demande afin de répondre à leurs besoins en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique ;
 - ii) Créer un compte consacré à l'assistance technique et au renforcement des capacités et en assurer la gestion, conformément au paragraphe 2, alinéa c), de l'article 56 du projet de convention ;
 - iii) Mener régulièrement des activités de recherche et de collecte de données auprès des États parties en vue de la mise en service des systèmes qui seront mis en place au titre du paragraphe 4 a) iii) et iv) ci-dessus, en veillant à actualiser ces systèmes et les informations qu'ils contiennent et à diffuser ces dernières auprès des États Membres.
5. Aux fins de l'exécution du mandat, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (chapitre 2) aurait besoin de ressources non affectées à des postes, au titre des autres dépenses de personnel, comme suit :
- a) Services de documentation :
 - i) Traduction de 19 documents pour les sessions ordinaires de la Conférence des États parties (dépenses renouvelables) ;
 - ii) Traduction de 20 documents pour les sessions consacrées à la négociation des protocoles ; traduction de 6 documents pour la session consacrée à la rédaction du règlement intérieur de la Conférence ; traduction d'un rapport du Secrétaire général (dépenses non renouvelables) ;
 - iii) Édition, conception graphique et élaboration des publications relatives à la Convention, du règlement intérieur de la Conférence, des *travaux préparatoires* et du guide législatif de la Convention (dépenses non renouvelables) ;

- iv. Traduction de documents destinés au site Web de la Convention ;
 - b) Services d'interprétation :
 - i) Pendant cinq jours pour les sessions ordinaires de la Conférence (dépenses renouvelables sur une base biennale) ;
 - ii) Pendant vingt jours pour les sessions consacrées à la négociation des protocoles ; pendant les cinq jours consacrés aux négociations relatives au règlement intérieur de la Conférence (dépenses non renouvelables).
6. Aux fins de l'exécution du mandat, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (chapitre 16) mettrait en place, selon une approche décentralisée, une équipe d'experts en droit, en politiques et en cybercriminalité, dont les membres seraient répartis comme suit : une équipe centrale au siège de l'Office à Vienne, une personne responsable des politiques et de la liaison à New York et des équipes réparties dans six centres régionaux (Égypte, Kenya, Panama, Sénégal, Thaïlande et Türkiye). Cette équipe décentralisée permettrait d'aider les États Membres qui le souhaitent, dans leurs régions respectives, à préparer la ratification de la Convention et les rapports relatifs à l'application des obligations qu'elle leur impose. Les ressources dont l'Office aurait besoin à cette fin permettraient de financer :
- a) La création de 23 postes [1 P-5, 4 P-4, 9 P-3, 1 P-2 et 8 G(AC)] à compter du 1^{er} janvier 2025 et de 2 postes (1 D-1 et 1 P-5) à compter du 1^{er} janvier 2027, comme indiqué dans l'annexe au présent rapport ;
 - b) Les heures supplémentaires qui seront effectuées au titre des autres dépenses de personnel pour assurer le service des différentes sessions (dépenses renouvelables à partir de 2026) ;
 - c) Des services de consultants, en vue d'appuyer i) l'élaboration des *travaux préparatoires* et d'un guide législatif ; ii) la ratification et l'application de la Convention (dépenses non renouvelables) ;
 - d) Des services d'experts, qui seront chargés de dispenser des conseils dans le cadre des ateliers de ratification (dépenses non renouvelables) ;
 - e) Les voyages des représentants : i) les voyages de jusqu'à 50 représentantes et représentants de gouvernement issus de pays en développement, aux fins de leur participation aux ateliers régionaux de ratification ; ii) les voyages de jusqu'à 46 représentantes et représentants de gouvernement issus des pays les moins avancés, aux fins de leur participation à une réunion préparatoire du réseau 24/7 (dépenses non renouvelables) ;
 - f) Les voyages du personnel :
 - i) Voyages destinés à assurer le service des sessions de la Conférence et à apporter un appui sur mesure aux États Membres dans le cadre du processus de ratification (dépenses renouvelables) ;
 - ii) Voyages effectués pour assurer le service des sessions consacrées à la négociation d'un protocole et à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence ; voyages aux fins de l'organisation de quatre ateliers régionaux ; voyages effectués pour fournir un appui sur mesure aux États Membres dans leurs régions respectives, dans le cadre du processus de ratification (dépenses non renouvelables) ;
 - g) Des services contractuels :
 - i) Services audiovisuels fournis dans le cadre des exposés et manifestations parallèles organisés en marge des conférences et des réunions, notamment de

celles tenues par les organes chargés des instruments et cadres juridiques pertinents et les organes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels concernés (dépendances renouvelables) ;

ii) Impression de 600 exemplaires de la Convention et du règlement intérieur de la Conférence (dont la moitié sont des dépenses renouvelables) ;

iii) Élaboration a) d'une plateforme sécurisée devant héberger l'annuaire des points de contact du réseau 24/7, les registres des autorités compétentes, des autorités centrales et des autorités chargées des mesures préventives, ainsi que le répertoire des lois ; b) d'un site Web sur la Convention destiné au grand public (dépendances non renouvelables) ;

iv) Tenue à jour a) de la plateforme sécurisée et b) du site Web mentionné au paragraphe 6) g) iii) ci-dessus (dépendances renouvelables) ;

v) Diffusion sur le Web des sessions tenues à Vienne pour négocier un protocole additionnel et élaborer le règlement intérieur de la Conférence (dépendances non renouvelables) ;

vi) Diffusion sur le Web de la première réunion de chaque session de la Conférence (dépendances renouvelables sur une base biennale) ;

h) Les frais généraux de fonctionnement afférents à l'aménagement des bureaux destinés aux titulaires des 13 postes qu'il est proposé de créer à New York et dans les sites régionaux (dépendances renouvelables) ;

i) L'acquisition de matériel de bureautique, de bureau et de communication et de mobilier de bureau, au titre du mobilier et du matériel.

7. Aux fins de l'exécution du mandat, le Département de la communication globale (chapitre 28) aurait besoin de ressources pour financer les services contractuels relatifs à la diffusion sur le Web des réunions de la session consacrée à la négociation du protocole, qui se tiendront à New York (dépendances non renouvelables).

8. Aux fins de l'exécution du mandat, l'Office des Nations Unies à Vienne (chapitre 29F) aurait besoin de ressources au titre des subventions et des contributions, pour financer l'aménagement des bureaux destinés aux titulaires des 10 postes qu'il est proposé de créer à Vienne à compter du 1^{er} janvier 2025 et des 2 postes qu'il est proposé de créer à Vienne à compter du 1^{er} janvier 2027 (dépendances renouvelables).

9. Aux fins de l'exécution du mandat, le Bureau de l'informatique et des communications (chapitre 29C) aurait besoin de ressources au titre des services contractuels afin de financer les services informatiques qui seront dispensés au centre de conférence de New York (dépendances non renouvelables).

10. Aux fins de l'exécution du mandat, le Département de la sûreté et de la sécurité (chapitre 34) aurait besoin de ressources pour financer des services de sûreté et de sécurité dans le cadre des réunions qui se tiendront à Vienne et à New York.

IV. Incidences budgétaires

A. Ressources nécessaires pour les services de conférence

11. On trouvera dans le tableau 1 des informations sur les ressources supplémentaires à prévoir au titre des services de conférence.

Tableau 1
Ressources supplémentaires à prévoir au titre des services de conférence
(avant actualisation des coûts)
 (En dollars des États-Unis)

	2025	2026	2027	2028	2030, puis sur une base biennale
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Autres dépenses de personnel					
Services de documentation	69 800	798 600	363 900	894 100	594 100
Services d'interprétation	—	80 500	161 000	320 000	161 000
Chapitre 28 (Communication globale)					
Services contractuels	—	—	—	5 900	—
Chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications)					
Services contractuels	—	—	—	28 900	—
Chapitre 34 (Sûreté et sécurité)					
Autres dépenses de personnel	—	—	—	34 100	—
Frais généraux de fonctionnement	—	—	—	2 400	—
Subventions et contributions	—	21 100	38 900	21 100	21 100
Total	69 800	900 200	563 800	1 306 500	776 200

B. Ressources nécessaires pour des services autres que les services de conférence

12. On trouvera dans le tableau 2 des informations sur les ressources supplémentaires à prévoir au titre des services autres que les services de conférence.

Tableau 2
Ressources supplémentaires à prévoir au titre des services autres que les services de conférence (avant actualisation des coûts)
 (En dollars des États-Unis)

	2025	2026	2027	2028	2029 et exercices ultérieurs
Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale)					
Postes	1 698 700	3 017 400	3 265 800	3 514 200	3 514 200
Autres dépenses de personnel	—	1 200	1 200	2 400	1 200
Consultants	—	84 000	—	—	—
Experts	23 900	—	—	—	—
Voyages des représentants	160 200	127 700	—	—	—
Voyages du personnel	255 500	306 500	308 800	349 200	306 500
Services contractuels	221 000	344 500	252 600	167 500	167 500
Frais généraux de fonctionnement	37 500	70 000	70 600	71 100	71 100
Mobilier et matériel	58 400	—	12 600	—	—

	2025	2026	2027	2028	2029 et exercices ultérieurs
Total partiel (chapitre 16)	2 455 200	3 951 300	3 911 600	4 104 400	4 060 500
Chapitre 29F [Administration (Vienne)]					
Subventions et contributions	44 000	88 000	105 600	105 600	105 600
Total	2 499 200	4 039 300	4 017 200	4 210 000	4 166 100

13. Les ressources à prévoir pour 2025, qui s'élèvent à 2 569 000 dollars, seraient inscrites aux chapitres suivants du projet de budget-programme pour 2025 :

a) Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (69 800 dollars) ;

b) Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) (2 455 200 dollars) ;

c) Chapitre 29F [Administration (Vienne)] (44 000 dollars).

14. Un montant supplémentaire de 238 300 dollars serait à prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) pour 2025.

V. Récapitulatif des ressources nécessaires

15. Les incidences budgétaires pour 2025 se chiffrent à 2 807 300 dollars (voir tableau 3).

Tableau 3

Ressources supplémentaires à prévoir (avant actualisation des coûts)

(En dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>2025</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	69 800
Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale)	2 455 200
Chapitre 29F [Administration (Vienne)]	44 000
Chapitre 36 (Contributions du personnel)	238 300
Total (contributions du personnel incluses)	2 807 300

VI. Possibilité de financement au moyen des crédits prévus pour 2025

16. Aucune ressource n'est prévue dans le projet de budget-programme pour 2025 pour financer l'exécution du mandat énoncé dans le projet de résolution. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de trouver dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme pour 2025 des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées durant l'exercice. Il faudra donc ouvrir des crédits supplémentaires pour 2025.

VII. Conclusion

17. L'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution figurant au paragraphe 49 du document [A/78/986](#) et transmis dans le document [A/79/196](#) entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 2 569 000 dollars au titre des chapitres suivants du projet de budget-programme pour 2025 :

a) Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (69 800 dollars) ;

b) Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) (2 455 200 dollars) ;

c) Chapitre 29F [Administration (Vienne)] (44 000 dollars).

18. L'Assemblée générale serait invitée à approuver la création de 23 postes [1 P-5, 4 P-4, 9 P-3, 1 P-2 et 8 G(AC)] à compter du 1^{er} janvier 2025 et de 2 postes (1 D-1 et 1 P-5) à compter du 1^{er} janvier 2027 au titre du chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale).

19. Il faudrait prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources additionnelles d'un montant de 238 300 dollars, pour lesquelles l'Assemblée générale devrait ouvrir des crédits supplémentaires, à compenser par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour 2025.

Annexe

Récapitulatif des postes qu'il est proposé de créer au chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale)

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
Sous-programme 1 (Lutte contre la criminalité transnationale organisée)	1	P-5	Spécialiste hors classe de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) diriger l'élaboration et l'exécution du programme de travail général en vue de préparer l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ;</p> <p>Renforcement de la coopération internationale pour la lutte contre certaines infractions commises au moyen de systèmes d'information et de communication et pour la communication de preuves sous forme électronique d'infractions graves, ainsi que la poursuite des travaux du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles ; b) superviser la rédaction des documents de cadrage, des notes d'information et des études de fond devant servir à l'élaboration des guides législatifs et à l'examen des questions sur lesquelles le Comité se penchera lors de ses sessions consacrées à l'élaboration du projet de règlement intérieur de la Conférence des États parties à la Convention ainsi qu'à l'examen des futurs protocoles, ainsi que lors de la première session de la Conférence ; c) superviser les <i>travaux préparatoires</i> de la Convention, ainsi que l'élaboration des guides législatifs et des autres documents d'information devant servir à préparer l'entrée en vigueur de la Convention ; d) superviser l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de réforme législative et politique visant à appuyer la ratification de la Convention par les États Membres ; e) superviser le service des futures sessions du Comité, notamment celles qui seront consacrées à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence et à la négociation des protocoles ; f) superviser le service des futures sessions de la Conférence et des groupes de travail que la Conférence décide de créer ; g) encadrer l'analyse et l'examen des documents et propositions soumis à l'examen des États parties en vue de la première session de la Conférence ; h) superviser la fourniture de conseils juridiques et politiques aux États Membres qui en font la demande sur les considérations susceptibles de les aider à ratifier et à appliquer la Convention ; i) superviser le recrutement du personnel et des consultants, notamment en rédigeant le cahier des charges et en participant aux procédures de sélection ; j) diriger le suivi et l'examen général du programme de travail et du budget, en entreprenant des activités de gestion des programmes à l'appui des travaux de la Conférence ; k) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui fournissent des services au Comité et à la Conférence</p>
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) appuyer l'élaboration et l'exécution du programme de travail général en vue de préparer l'entrée en vigueur de la Convention et la poursuite des travaux du Comité spécial ; b) coordonner l'élaboration des documents de cadrage, des notes d'information et des études de fond devant servir à l'élaboration des guides législatifs et à l'examen des questions sur lesquelles le Comité se penchera lors de sa session consacrée à l'élaboration du projet de règlement intérieur de la Conférence, ainsi que lors de la première session de la Conférence ; c) diriger l'élaboration des <i>travaux préparatoires</i> de la Convention, ainsi que des guides législatifs et des autres documents</p>

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					d'information devant servir à préparer l'entrée en vigueur de la Convention ; d) superviser et appuyer l'élaboration et l'exécution d'un programme de réforme législative et politique visant à appuyer la ratification de la Convention par les États Membres ; e) assurer la coordination des services fournis aux futures sessions du Comité, notamment celles consacrées à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence et à la négociation des protocoles, ainsi que des services fournis aux futures sessions de la Conférence et des groupes de travail que la Conférence décide de créer ; f) coordonner l'analyse et l'examen des documents et propositions soumis à l'examen des États parties en vue de la première Conférence ; g) appuyer le recrutement du personnel et des consultants, notamment en rédigeant le cahier des charges et en participant aux procédures de sélection ; h) apporter son concours au suivi et à l'examen général du programme de travail et du budget, en entreprenant des activités de gestion des programmes à l'appui des travaux menés au titre de la Convention ; i) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui fournissent des services au Comité et à la Conférence
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) assurer la coordination de la fourniture au Comité spécial et à la Conférence des États parties d'une expertise de fond dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité, notamment en matière d'informatique et de cybercriminalité ; b) assurer la coordination de l'élaboration et de l'exécution d'un programme de réforme législative et politique visant à faciliter la ratification de la Convention par les États Membres ; c) assurer la coordination des conseils juridiques et politiques que fourniront aux États Membres qui en font la demande des juristes ou des spécialistes des politiques basés dans les différentes régions sur les considérations juridiques susceptibles de les aider à ratifier et à appliquer la Convention ; d) diriger l'élaboration et la mise en place de mécanismes visant à garantir que la Conférence est au fait des avancées technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et de la communication (y compris au moyen de l'intelligence artificielle, de l'innovation et des nouvelles technologies), et formuler des recommandations dans ces domaines ; e) assurer la coordination de la recherche et de la collecte d'informations sur les politiques et la législation en matière de cybercriminalité afin de veiller à ce que la Conférence soit au fait des évolutions en la matière ; f) coordonner l'élaboration des documents de référence et des supports écrits ; g) coordonner le recrutement des consultants, notamment en rédigeant le cahier des charges et en participant aux procédures de sélection ; h) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui participent à la préparation des ateliers de ratification et des activités connexes
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	New York	Le (la) titulaire du poste : a) serait responsable au premier chef des activités de sensibilisation liées à la nouvelle Convention auprès des missions permanentes auprès de l'Organisation à New York ainsi que de la société civile, des universités et d'autres parties prenantes ; b) dirigerait les travaux d'élaboration d'outils et de matériel visant à promouvoir une meilleure compréhension de la Convention, ainsi que de documents d'information et de communication ; c) prendrait les rênes des échanges et de la coopération avec les États Membres, les autres bureaux du Secrétariat, les secrétariats des organes chargés des instruments et cadres juridiques pertinents et des organes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels concernés, et d'autres parties prenantes, afin de veiller à ce qu'une politique cohérente soit appliquée dans tous les processus cybernétiques de l'ONU en ce qui concerne l'objet de la Convention ;

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					d) tiendrait les organes intergouvernementaux et les missions permanentes basés à New York informés des avancées concernant la ratification et l'application de la Convention, ainsi que des mises à jour issues de la Conférence et de son mécanisme, afin d'assurer une cohérence des politiques et de garantir que la Conférence et les autres organes intergouvernementaux concernés soient au fait des évolutions dans les domaines des technologies de l'information, de l'innovation et de l'intelligence artificielle, le cas échéant ; e) collaborerait, selon que de besoin, avec les multiples parties prenantes concernées par les processus cybernétiques, en particulier avec les entités du secteur privé, et développerait des partenariats pour qu'elles s'acquittent de leurs obligations au titre de la Convention ; f) assurerait la gestion des contributions versées au compte établi en vertu de l'article 56 de la Convention, ainsi que des rapports y afférents ; g) contribuerait à l'organisation d'ateliers de préparation à la ratification avec les États Membres qui en font la demande, y compris aux niveaux régional, sous-régional et national, selon les besoins ; h) contribuerait à l'élaboration d'outils, de publications et de supports de formation liés à la ratification et à l'application de la Convention ; i) contribuerait au recrutement du personnel et des consultants, notamment en rédigeant le cahier des charges et en participant aux procédures de sélection ; j) encadrerait les consultants et les membres du personnel affectés à New York
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) coordonner les recherches et la collecte d'informations pour faire en sorte que la Conférence des États parties soit au fait des avancées technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et de la communication (y compris au moyen de l'utilisation de l'intelligence artificielle et des technologies nouvelles et émergentes), et formuler des recommandations concernant les menaces et les possibilités dans ces domaines ; b) servir de point focal concernant les nouvelles technologies utilisées pour commettre tous types de crimes relevant du mandat du Bureau, afin d'assurer la coordination et les synergies entre les différents organes directeurs et programmes de travail du Bureau ; c) fournir aux États Membres qui en font la demande des orientations fondées sur des données factuelles et sur les droits humains concernant l'utilisation efficace et responsable des outils et des logiciels, y compris de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies, afin de prévenir et de combattre la cybercriminalité ; d) veiller à ce qu'il soit tenu compte des résultats de la recherche sur les nouvelles technologies dans les meilleures pratiques à adopter en matière de renforcement des capacités afin d'aider les États Membres à prévenir la cybercriminalité et à lutter contre celle-ci ; e) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui contribuent à l'application de la Convention et de ses processus
	1	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) servir de point focal principal pour l'élaboration et l'utilisation de l'annuaire des points de contact du réseau 24/7 ainsi que des registres relatifs aux autorités d'extradition et aux autorités centrales chargées de la coopération internationale ; b) assurer les échanges avec les États parties concernant l'utilisation du réseau 24/7, la collecte d'informations concernant le réseau et la promotion des activités de sensibilisation liées à celui-ci ; c) gérer l'annuaire ainsi que l'accès et les contributions à celui-ci, notamment la réception régulière et continue des informations fournies par les États parties et la mise à jour des informations relatives aux interlocuteurs ; d) coordonner la tenue à jour de l'annuaire, y compris l'élaboration des exigences techniques à

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					<p>cet effet, en liaison avec les services informatiques de l'Organisation ; e) faciliter la communication entre les interlocuteurs et leur fournir une assistance, selon les besoins, conformément aux modalités convenues par les États parties ; f) contribuer à fournir au Comité spécial et à la Conférence des États parties une expertise juridique et politique en matière de lutte contre la cybercriminalité ; g) contribuer à l'élaboration et l'exécution de programmes de réforme législative et politique visant à appuyer la ratification de la Convention ; h) appuyer la fourniture de conseils aux États Membres qui en font la demande sur les considérations juridiques susceptibles de les aider à ratifier la Convention, et contribuer à l'apport d'une d'expertise liée à la coopération internationale et à l'annuaire et aux registres du réseau 24/7, selon les besoins ; i) contribuer au recrutement et à l'encadrement des consultants</p>
	1	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le (la) titulaire s'acquitterait des tâches ci-après : a) contribuer à fournir au Comité spécial et à la Conférence des États parties une expertise juridique et politique en matière de lutte contre la cybercriminalité ; b) apporter son concours à l'élaboration et à l'exécution de programmes de réforme législative et politique visant à appuyer la ratification de la Convention ; c) contribuer à dispenser des conseils aux États Membres qui en font la demande sur les considérations juridiques susceptibles de les aider à ratifier la Convention ; d) mener des recherches juridiques et recueillir des informations sur les politiques et la législation en matière de cybercriminalité, y compris sur l'évolution des enjeux juridiques relatifs à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles, afin de veiller à ce que la Conférence soit au fait de ces évolutions ; e) appuyer l'organisation d'ateliers et de réunions de groupes d'experts consacrées à la rédaction de documents destinés à favoriser l'entrée en vigueur et les <i>travaux préparatoires</i> de la Convention ; f) conduire des activités à l'issue des ateliers menés avec les États Membres et en assurer le suivi, et fournir des informations à cet égard à l'appui des processus de ratification aux niveaux régional et national ; g) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui contribuent à l'application de la Convention et de ses processus</p>
	1	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) fournir une expertise en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques à adopter pour renforcer les capacités des États Membres en matière de prévention et de répression de la cybercriminalité, ainsi que des conseils politiques au Comité spécial et à la Conférence des États parties ; b) contribuer à fournir aux États Membres une expertise et des conseils en matière de cybercriminalité concernant les considérations susceptibles de les aider à ratifier la Convention ; c) coordonner l'expertise et les conseils fournis aux États Membres qui en font la demande par des experts en cybercriminalité basés dans les différentes régions concernant les considérations juridiques susceptibles de les aider à ratifier et à appliquer la Convention ; d) conduire des recherches et collecter des informations pour faire en sorte que la Conférence soit au fait des avancées technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et de la communication (y compris au moyen de l'intelligence artificielle et des technologies nouvelles et émergentes), et formuler des recommandations concernant les menaces et les possibilités à cet égard ; e) apporter son concours à l'élaboration des procédures et des rapports concernant le compte établi au titre de l'article 56 de la Convention aux fins de l'assistance technique ; f) assurer le suivi et l'analyse statistique de l'exécution du programme, notamment en ce qui concerne les réunions et les</p>

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					ateliers liés à la ratification de la Convention ; g) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui contribuent à l'application de la Convention et de ses processus
	6	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Un(e) spécialiste dans chacun des lieux d'affectation suivants : Panama City, Dakar, Le Caire, Nairobi, Istanbul (Türkiye) et Bangkok	Les titulaires de ces postes s'acquitteraient des tâches ci-après : a) fournir aux États Membres, à l'échelle régionale, des conseils techniques en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment sur les meilleures pratiques de renforcement des capacités en matière de prévention et de répression de la cybercriminalité, ainsi que des conseils politiques aux gouvernements sur les considérations politiques et techniques susceptibles de les aider à ratifier et à appliquer la Convention ; b) conduire des recherches et collecter des informations pour faire en sorte que les États Membres, dans leurs régions respectives, soient au fait des avancées technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et de la communication (y compris au moyen de l'intelligence artificielle et des technologies nouvelles et émergentes), et formuler des recommandations concernant les menaces et les possibilités à cet égard ; c) apporter leur concours à la mise en place de mécanismes au niveau régional afin de doter les États Membres des outils et de l'expertise dont ils ont besoin pour remplir leurs obligations et rendre compte à la Conférence des États parties des mesures qu'ils prennent pour appliquer la Convention ; d) assurer le suivi et l'analyse statistique de l'exécution du programme, notamment en ce qui concerne les réunions et les activités liées à la ratification de la Convention et à son application ; e) fournir des orientations aux consultants et aux membres du personnel qui contribuent à l'application de la Convention et de ses processus
	1	P-2	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) apporter un soutien technique et fonctionnel au Comité spécial et à la Conférence des États parties ; b) rédiger des documents d'avant-session pour le Comité et la Conférence et contribuer à la fourniture de services fonctionnels pour leurs réunions ; c) préparer des contributions de fond à la mise à jour des bases de données et des répertoires relatifs aux autorités compétentes, notamment en recueillant auprès des États parties les textes de loi, les règlements et les documents d'orientation pertinents, selon que de besoin ; d) apporter des contributions sur les questions d'après-session, comme le prévoient ses attributions, et participer à la préparation des sessions du Comité et de la Conférence ; e) contribuer à la rédaction de divers documents (notes d'information, correspondance avec les gouvernements, documents de travail et exposés) à l'appui des activités liées à l'entrée en vigueur de la Convention, et participer aux futurs travaux de la Conférence ; f) réaliser des analyses juridiques et conduire des recherches sur des questions intéressant le Comité et la Conférence
	1	G(AC)	Assistant(e) au service des séances	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait d'un large éventail de tâches et de procédures administratives, notamment a) la coordination des services de conférence et la coordination de la sélection, de l'élaboration et de la publication des documents, y compris de la mise en forme des documents de réunion ; b) la coordination des procédures d'inscription aux réunions et aux sessions, y compris de l'octroi d'accréditations, le cas échéant ; c) la coordination avec les services de conférence, y compris les services d'interprétation et les services informatiques ; d) la mise en forme et la coordination de la correspondance avec les États Membres et les États parties ; e) la fourniture d'un appui au Comité spécial pendant les réunions, ainsi qu'à la présidence de la Conférence des États parties

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
	1	G(AC)	Assistant(e) d'équipe	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) traiter et classer par ordre de priorité la correspondance entrante ; b) organiser les réunions, rassembler les références et documents de base pertinents et assurer le suivi des mesures prises aux fins de la ratification de la Convention ; c) fournir un appui administratif au bureau du Comité spécial et de la Conférence des États parties, en particulier à sa présidence ; d) aider l'équipe à assurer le suivi et l'examen général du programme de travail et du budget, en entreprenant des activités de gestion des programmes à l'appui des travaux menés au titre de la Convention ; e) tenir à jour le site Web consacré aux mécanismes intergouvernementaux concernés ; f) fournir un appui aux activités administratives et financières
	6	G(AC)	Assistant(e) d'équipe	Un(e) assistant(e) dans chacun des lieux d'affectation suivants : Panama City, Dakar, Le Caire, Nairobi, Istanbul (Türkiye) et Bangkok	Les titulaires de ces poste s'acquitteraient des tâches ci-après : a) fournir un appui administratif dans le cadre des initiatives régionales et nationales visant à promouvoir l'entrée en vigueur rapide de la Convention, y compris des ateliers, des visites dans les pays et des manifestations ; b) traiter et classer par ordre de priorité la correspondance entrante ; c) organiser les réunions, rassembler les références et les documents de base pertinents et assurer le suivi des mesures prises aux fins de la ratification et de l'application de la Convention dans les différentes régions ; d) aider l'équipe à assurer le suivi et l'examen général du programme de travail et du budget, en entreprenant des activités de gestion des programmes à l'appui des travaux menés au titre Convention
	1	D-1	Chef de service (dès l'entrée en vigueur de la Convention ou à compter du 1 ^{er} janvier 2027)	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) superviser les services de secrétariat fournis à la Conférence des États parties et aux organes subsidiaires créés dans le cadre de la Conférence ; b) superviser l'orientation générale des travaux du Programme mondial contre la cybercriminalité et de toutes les activités relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités dans les domaines relevant de son mandat ; c) conseiller le (la) Directeur(trice) de la Division des traités et le (la) Directeur(trice) exécutif(ive) de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les questions liées au mandat découlant de la Convention ; d) exécuter ou superviser les tâches relatives aux programmes ou administratives nécessaires au bon fonctionnement du secrétariat et la gestion des portefeuilles d'assistance technique découlant de la Convention
	1	P-5	Spécialiste hors classe de la prévention du crime et de la justice pénale (dès l'entrée en vigueur de la Convention ou à compter du 1 ^{er} janvier 2027)	Vienne	Le (la) titulaire du poste s'acquitterait des tâches ci-après : a) contribuer à l'encadrement des services de secrétariat fournis à la Conférence des États parties et aux organes subsidiaires créés dans le cadre de la Conférence ; b) fournir des orientations aux membres du personnel assurant les services de secrétariat de la Conférence ; c) superviser les aspects organisationnels et essentiels de la Conférence, y compris l'approbation des documents ; d) gérer et de recruter du personnel ; e) coordonner les dispositions relatives aux rapports prévues dans la Convention ou par les organes établis dans le cadre de la Conférence

Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).